



Former ici et maintenant
des architectes
pour demain et en tous lieux

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

TRAVAUX DE SECURISATION DES BATIMENTS DE L'ENSAB

MARCHE PASSE SELON UNE PROCEDURE ADAPTEE

en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 à R 2123-8
du Code de la Commande Publique (CCP)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP

SOCIETE :

N° de marché :

2026T01

SOMMAIRE

PREAMBULE

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHÉ

- 1.1 Objet du marché
- 1.2 Durée du marché
- 1.3 Décomposition en tranches
- 1.4 Allotissement

ARTICLE 2 – INTERVENANTS

- 2.1 Maîtrise d'ouvrage
- 2.2 Conduite d'opération – suivi de chantier
- 2.3 Contrôle technique
- 2.4 Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé
- 2.5 Titulaires
- 2.6 Echanges dématérialisés

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES TITULAIRES DES LOTS

- 4.1 Nature de l'obligation des titulaires des lots
- 4.2 Moyens humains – personnel affecté aux travaux
- 4.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur les lieux des travaux
- 4.4 Modalités d'accès et de circulation du personnel

ARTICLE 5 – GROUPEMENT D'ENTREPRISE - SOUS TRAITANCE – CESSION DU MARCHÉ – ORDRE DE SERVICE

- 5.1 Groupement d'entreprises
- 5.2 Sous-traitance
- 5.3 Cession du marché
- 5.4 Ordre de service

ARTICLE 6 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

- 6.1 Description du traitement des données à caractère personnel
- 6.2 Obligation des titulaires
- 6.3 Sort des données
- 6.4 Délégué à la protection des données
- 6.5 Registre des activités de traitement

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE

ARTICLE 8 – AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE

- 8.1 Avance
- 8.2 Retenue de garantie

ARTICLE 9 - DELAIS ET CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION

- 9.1 Délais d'exécution
- 9.2 Conditions d'exécution

ARTICLE 10 - MODALITÉS DE DETERMINATION DES PRIX

- 10.1 Détermination des prix
- 10.2 Caractère du prix

ARTICLE 11 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

- 11.1 Modalité de règlement des comptes
- 11.2 Demande de paiement d'acomptes et décompte final
- 11.3 Mode de règlement
- 11.4 Présentation des demandes de paiement

- 11.5 Compte à créditer
- 11.6 Comptable assignataire

ARTICLE 12 – **RECEPTION DES TRAVAUX**

ARTICLE 13 – **GARANTIES**

- 13.1 Garantie de parfait achèvement
- 12.2 Garantie de bon fonctionnement
- 12.3 Garantie décennale

ARTICLE 14 – **PENALITES ET SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENTS DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX**

- 14.1 Retard pendant l'exécution des travaux
- 14.2 Retard pour la remise des documents d'exécution
- 14.3 Réunion de chantier

ARTICLE 15 – **SITUATION JURIDIQUE ET FISCALE**

ARTICLE 16 – **ASSURANCE**

ARTICLE 17 – **RESILIATION DU MARCHE**

ARTICLE 18 – **LANGUE**

ARTICLE 19 – **REGLEMENT DES LITIGES**

ARTICLE 20 – **PROCEDURE SAUVEGARDE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE**

ARTICLE 21 – **POURSUITE DES TRAVAUX AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

ARTICLE 22 – **DEROGATION AU CCAG**

Préambule

Faisant suite à une étude des services du Ministère de l'Intérieur et de son Référent Sureté Départementale en local, l'ENSAB va réaliser des travaux de sécurisation des bâtiments selon un programme portant sur l'enveloppe périmétrique et volumétrique. Ces opérations se composent du renforcement et de l'ajout de points d'éclairage de sécurité, de la mise en place d'un système de vidéosurveillance/contrôle d'accès sous l'égide d'un même logiciel dédié et indépendant du réseau de l'établissement et enfin, de la mise en œuvre d'un nouvel organigramme de clés simplifié et sécurisé par un nombre limité de zones.

Article 1 – Objet et durée du marché

1.1 Objet du marché :

Les stipulations du présent cahier des charges des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des travaux de sécurisation des bâtiments de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Bretagne située, 44 boulevard de Chézy – 35000 RENNES.

Le présent marché a pour objet de confier à une ou plusieurs entreprises la réalisation des prestations décomposées en trois lots.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP) de chacun des lots.

1.2 Durée du marché

La durée du marché court de sa notification jusqu'à la réalisation complète des travaux attestée par le procès-verbal de réception des travaux. La durée du marché sera de 8 mois.

1.3 Décomposition en tranches

Les travaux ne font pas l'objet d'une décomposition en tranches.

1.4 Allotissement

Le marché est décomposé en trois lots de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
1	Eclairage de sécurité
2	Vidéo-surveillance et contrôle d'accès
3	Organigramme des clés

Un même candidat peut remettre une offre pour un ou plusieurs lots.

Article 2 – Intervenants

2.1 – Maîtrise d'ouvrage

Au sens de l'article 2 du C.C.A.G Travaux en vigueur, le « maître d'ouvrage » est l'acheteur pour le compte duquel les travaux, objet du présent marché, sont exécutés. La personne signataire du marché est : **la directrice de l'ENSAB**. Dès la notification du marché, le maître d'ouvrage peut désigner une personne physique, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du

marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

2.3 – Conduite d'opération – suivi de chantier

La conduite d'opération et le suivi de chantier assurée par le Maître d'Ouvrage sont confiés au chef de service technique et immobilier (STI) et au chef de service des systèmes d'information et de l'environnement numérique (SIEN) pour la partie informatique.

Celui-ci assurera la coordination des travaux et donc les interventions de l'entreprise ou des entreprises. Il dispose d'une délégation du maître d'ouvrage pour assurer ses missions

2.4 – Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

Les missions de contrôle technique seront communiquées ultérieurement.

2.5 - Coordination Sécurité et Protection de la Santé

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par un coordonnateur qui sera désigné le cas échéant ultérieurement.

2.6 - Titulaires

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-TRAVAUX, dès la notification du marché, les titulaires de chacun des lots désigneront une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques pourront être habilitées par les titulaires en cours d'exécution.

Les titulaires retenus devront fournir les attestations qui justifient qu'ils ne sont dans aucun cas d'interdiction de soumissionner à un marché public (cf également article 15 du présent CCAP).

2.7 - Echanges dématérialisés

Le maître d'ouvrage notifie aux titulaires les décisions ou informations qui font courir un délai par le biais de la plateforme PLACE (ou messagerie électronique si indisponibilité de la plateforme uniquement) permettant de déterminer de façon certaine la date, et le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectueront soit par PLACE, soit par messagerie électronique.

Article 3 – Documents contractuels

3.1 - Le présent marché est soumis aux dispositions des articles L 2123-1, R 2123-1 à R 2123-8 et L2113-10 du code de la commande publique.

3.2 - Le marché est constitué pour chaque lot par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe : la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF),
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales ou CCAG - Travaux applicable aux marchés publics de travaux, en vigueur à la date d'établissement du présent marché et tout au long de celui-ci,
- L'offre technique du titulaire,

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Article 4 – Obligations des titulaires des lots

4.1 - Nature de l'obligation des titulaires des lots

Les titulaires de chacun des lots sont débiteurs d'une **obligation de résultat**.

A ce titre, ils sont tenus de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la bonne exécution des travaux qui leur incombent dans les délais impartis. Ils s'engagent, si cela s'avère nécessaire, à renforcer leur équipe et leurs moyens techniques sans accroissement de rémunération. Dans le cas exceptionnel où les titulaires livrent des prestations défectueuses, ils s'engagent à les corriger à leurs frais, en respectant le calendrier des travaux.

Le retard dans l'exécution des corrections fait encourir aux titulaires les pénalités prévues à l'article 14 du présent CCAP.

Les prestations devront être effectuées partiellement en site occupé en perturbant le moins possible le fonctionnement de l'ENSAB. Les titulaires devront respecter les contraintes et les consignes qui leur sont indiquées par le maître d'ouvrage.

Les titulaires sont tenus de signaler à l'acheteur tous les éléments qui leur paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

4.2 - Moyens humains – personnel affecté aux travaux

Les titulaires s'engagent à faire exécuter les travaux par du personnel qualifié compte-tenu de la technicité particulière des prestations à réaliser.

4.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur les lieux des travaux

Les titulaires assurent le rôle qui leur est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité. A ce titre, ils devront observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des travaux. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en compte pour l'établissement de tous les prix. Les titulaires ne pourront prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre.

Les titulaires doivent se conformer aux dispositions prévues à l'article 28-3 du CCAG Travaux.

4.4 - Modalités d'accès et de circulation du personnel

Les modalités d'accès à l'école et de circulation du personnel seront précisées lors de la mise au point des marchés avec le maître d'ouvrage.

Les agents des entreprises seront identifiables au moyen de badges visibles ou de vêtements de travail permettant d'identifier clairement leur employeur.

Article 5 – Groupement d'entreprises - sous-traitance – cession du marché

5.1 – Groupement d'entreprises

Un ou plusieurs lots pourront être attribués à une seule entreprise ou à un même groupement d'entreprises.

En application des articles R2142-19 à R2142-27 du code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

5.2 - Sous-traitance

Les titulaires pourront présenter pour chacun des lots un ou des sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de leur offre, soit en cours d'exécution du marché. La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant.

Toutefois les titulaires sont tenus de présenter tous les sous-traitants connus lors du dépôt de leur offre. Les prestations et leur montant dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité du ou des sous-traitants seront indiqués.

5.3 – Cession des marchés

Les titulaires ne sont pas autorisés à céder tout ou partie des obligations qui leur incombent au titre du marché, sauf accord préalable exprès de l'acheteur.

5.4 – Ordres de service

Les ordres de service, signés par le maître d'ouvrage et les entreprises titulaires de chacun des lots, fixent la date du début des travaux. A réception, les titulaires ont 15 jours pour émettre des réserves sur ces ordres de service, notamment s'ils considèrent qu'ils excèdent leurs obligations contractuelles.

Article 6 – Protection des données à caractère personnel

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux. Cette obligation concerne les faits, informations, décisions dont les titulaires des lots pourraient avoir connaissance au cours de l'exécution du marché. Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'acheteur. Les titulaires peuvent être amenés à traiter des données à caractère personnel dans le cadre du présent marché. Dès lors, ils s'engagent à respecter la réglementation en vigueur et en particulier la loi n° 78- 17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Ils devront notamment mettre en œuvre les moyens techniques et organisationnels requis pour répondre aux exigences de cette réglementation. Dans le cas contraire, ils s'exposeront aux sanctions prévues par ladite réglementation et leur responsabilité sera susceptible d'être engagée. Les titulaires doivent informer leurs sous-traitants des obligations de confidentialité et de protection des données à caractère personnel.

Ainsi, conformément à l'article 5.1 du CCAG-Travaux, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

6.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Chaque titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations, objet du marché.

Les données à caractère personnel du présent marché peuvent notamment être issues de documents remis par l'acheteur. Les traitements effectués par chaque titulaire dans le cadre du présent marché ont pour finalité exclusive la réalisation des prestations commandées au titulaire par l'acheteur, telles qu'elles sont décrites et approuvées par les Parties dans les documents contractuels (marché, conditions générales, conditions particulières, annexes techniques et financières).

Il est rappelé qu'aux termes de ses engagements contractuels, chaque titulaire accomplit les prestations en vertu desquelles l'acheteur lui confie tout ou partie des traitements de données qu'il décide. Chaque titulaire déclare qu'il est en principe et sauf dérogations ci-dessous, et avec lui son personnel, seul destinataire des données faisant l'objet des traitements accomplis par lui-même pour le compte de l'acheteur, mais qu'il peut en partager la connaissance avec ce dernier. Le titulaire pourra sur injonctions des autorités judiciaires ou de police, communiquer toute information susceptible de comporter des données, ce dont elle informera l'acheteur.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée correspondante à la durée d'exécution du présent marché.

6.2 - Obligations des titulaires

Chaque titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du présent marché,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

6.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Chaque titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Chaque titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

6.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Les parties conviennent que l'acheteur, en tant que responsable des traitements effectués en vertu du présent marché, assure et garantit l'exercice de leurs droits aux personnes dont les données sont traitées. Chaque titulaire collabore à la mise en œuvre effective de cette obligation légale de l'acheteur sur demande de ce dernier, qui fait son affaire personnelle du respect des obligations de l'acheteur vis-à-vis des personnes concernées et à l'égard des autorités de contrôle. Chaque titulaire s'engage à aider l'acheteur par des mesures techniques et organisationnelles appropriées à respecter les droits des personnes concernées et à collaborer avec l'acheteur afin que cette dernière donne suite aux demandes des personnes concernées qui la saisissent sur ces fondements.

À cet égard, chaque titulaire communiquera sans retard à l'acheteur et au plus tard sous vingt-quatre heures ouvrées toute demande, plainte ou observation reçue directement des personnes concernées sans y répondre, sauf autorisation contraire et instructions précises données par l'acheteur.

6.2.3 - Exercice des droits des personnes

Chaque titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : ensab@rennes.archi.fr

6.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Chaque titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel, dans les plus brefs délais et au maximum dans un délai de 48 heures après la découverte de la violation et par les moyens suivant par mail à l'adresse suivante : ensab@rennes.archi.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

6.3 - Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché public, l'acheteur informe chaque titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander à chaque titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel,
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction

6.4 – Délégué à la protection des données

Dès la notification du marché public, l'acheteur communique à chaque titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

6.5 – Registre des activités de traitement

Chaque titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées : une pénalité forfaitaire de 50 euros pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire, 50 € pour absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnelle, 50 € pour non-tenue du registre des activités de traitement.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article.

Article 7 – Confidentialité

Chaque titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Chaque titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, à chaque titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par chaque titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts de chacun.

Article 8 – Avance et retenue de garantie

8-1 - Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles L. 2191-2 à L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du code de la commande publique relatif aux avances, une avance est versée aux titulaires de chacun des lots sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

En complément du présent CCAP, l'acte d'engagement détermine le droit à l'avance, le montant de l'avance et le délai de paiement de l'avance.

Le taux de l'avance est fixé à 10 %.

L'avance sera calculée, en fonction du montant et de la durée du marché, dans les conditions définies aux articles précités relatif aux avances.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues aux titulaires. Compte tenu du pourcentage de l'avance, son remboursement s'impute sur les sommes dues aux titulaires quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

8-2 - Retenue garantie

Conformément à l'article R2191-33 du code de la commande publique, il est appliqué une retenue de garantie dont le montant est égal à 5,00 % du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

Conformément à l'article R2191-34 du code la commande publique, la retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance. Dans l'hypothèse où le montant des sommes dues aux titulaires ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, ceux-ci seront tenus de constituer une garantie à première demande.

La retenue de garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire ou par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R.2191-36 à R. 2191-42 du code de la commande publique. Lorsque le titulaire d'un ou plusieurs lots est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris.

Lorsque le titulaire d'un ou plusieurs lots est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle les titulaires remettent la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les titulaires ont la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou, si le maître d'ouvrage ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

Toutefois, cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur garantie à première demande sont libérées dans les conditions prévues aux articles R 2191-35 et R 2191-42 du code de la commande publique ainsi qu'à l'article 44 du C.C.A.G Travaux.

Article 9 – Délais et conditions d'exécution de la prestation

9.1 - Délais d'exécution

La phase de travaux est prévue entre avril et septembre 2026. Pour le lot 2-Vidéo-surveillance et contrôle d'accès, les travaux devront être terminés pour le 31 août 2026 afin que les travaux objet du marché puissent être en service pour la rentrée universitaire.

L'entrepreneur précisera dans son offre un délai et un calendrier prévisionnel d'intervention détaillé pour son lot.

Le calendrier définitif sera validé par le maître d'ouvrage et l'entreprise lors de la mise au point du marché correspondant à son lot, avant le commencement des travaux. Il aura valeur contractuelle et en cas de non-respect, le titulaire encourt les sanctions prévues à l'article 14 du présent marché pour ce qui concerne les pénalités en référence à l'article 19 du CCAG Travaux et aux articles 49 à 52 du CCAG-Travaux, pour ce qui concerne la résiliation.

Toute prolongation des délais d'exécution dûment justifiée fera l'objet d'un avenant.

9.2 - Conditions d'exécution

Les modalités d'exécution des travaux de chacun des lots sont précisées dans le CCTP.

Les précisions suivantes sont apportées en complément :

9.2.1 – Etudes d'exécution

Selon les besoins, les études d'exécution sont à la charge du titulaire pour son lot, sauf exceptions mentionnées dans le CCTP.

9.2.2 – Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier

Les stipulations relatives à l'installation, l'organisation, la sécurité et l'hygiène du chantier sont définies dans le CCTP et dans le PPSPS.

9.2.3 – Gestion des déchets de chantier

Par application de l'article 36 du CCAG Travaux et prescriptions du CCTP, les titulaires de chacun des lots sont tenus d'évacuer leurs déchets au fur et à mesure, tout au long de la durée du chantier. Les titulaires trient, valorisent et éliminent leurs déchets, conformément à la réglementation.

9.2.4 – Réunion de chantier

Une réunion de chantier selon un rythme hebdomadaire sera organisée par la maîtrise d'ouvrage avec l'ensemble des entreprises ou par entreprise le cas échéant. Les titulaires sont tenus d'y assister obligatoirement sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 12-3 du présent CCAP.

9.2.5 - Essais préalables – contrôles des installations

Tous les essais, contrôles demandés en cours de travaux par le maître d'ouvrage ou son représentant doivent être exécutés (cf CCTP).

Article 10 – Modalités de détermination des prix

10.1 – Détermination des prix

Tous les prix sont exprimés en euro.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre. Ils sont fixés en tenant compte de toutes les sujétions pour réaliser les prestations du marché de chacun des lots et ce, conformément aux prescriptions prévues par les CCTP. Ils seront fixés à l'aide de la DPGF établie pour chaque lot et jointe en annexe de chaque CCTP.

10.2 – Caractère du prix

Conformément aux articles R.2112-10 et R.2112-11 du code de la commande publique, les prix pourront être actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations. Dans ce cas, l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Article 11 – Modalités de règlement

11.1 - Modalités de règlement des comptes

Le règlement des comptes se fait par des situations régulières et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit. Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement, au pourcentage d'exécution des travaux. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage. **Dans le cadre de la dématérialisation, les situations de travaux et les demandes d'acompte seront présentés obligatoirement via la plateforme CHORUS PRO.**

11.2 - Demandes de paiement d'acomptes et décompte final

Les demandes de paiement d'acomptes sont approuvées par le maître d'ouvrage qui procèdera aux règlements selon les modalités prévues à l'article 12.2 du CCAG Travaux.

A l'issue des travaux, le maître d'ouvrage vérifie le projet de décompte final du marché de travaux de chacun des lots, établi par l'entrepreneur pour son lot, conformément à l'article 12.3 du CCAG Travaux. Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final.

11.3 - Mode de règlement

Le délai de règlement est fixé à **30** jours à compter de la date de réception de la facture.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

11.4 – Présentation des demandes de paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, après certification du service fait. Les factures seront libellées à l'ordre de :

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Bretagne
44 boulevard de Chézy – CS 16427 – 35064 RENNES Cedex

11.5 – Compte à créditer

Le titulaire du marché de chacun des lots demande que la personne publique règle les sommes dues au titre de son marché en faisant porter le montant au crédit du(des) compte(s) précisé(s) figurant dans l'acte d'engagement.

11.6 – Comptable assignataire

Le comptable public assignataire des paiements est l'agent comptable de l'établissement.

Article 12 – Réception des travaux

Les opérations de réception des travaux sont réalisées conformément aux articles 40 et 41 du CCAG Travaux.

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant du lot considéré, elle prend effet à la date de cet événement.

Avant la date prévue de réception, le maître d'ouvrage pourra procéder à des Opérations Préalables à la Réception (OPR). Durant ces visites, le maître d'ouvrage établira une liste de réserves (ouvrages inachevés, imperfection, malfaçons). Le titulaire de chaque lot devra alors terminer ou rectifier les travaux sur les ouvrages concernées dans les plus brefs délais. Passer un certain délai et si au moment de la réception, les réserves ne sont pas levées, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander à la personne de son choix d'effectuer ces travaux, au frais de l'entrepreneur défaillant.

Article 13 – Garanties

13.1 - Garantie de parfait achèvement : 1 an.

Cette garantie prend effet à compter de la date d'achèvement indiquée sur le procès-verbal de réception. Durant cette période, le titulaire de chacun des lots devra, à ses frais, effectuer tous travaux qui concerneraient des désordres apparus à l'usage.

13.2 - Garantie de bon fonctionnement : 2 ans

Les titulaires garantissent le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place pendant cette période à compter de la date de réception des travaux ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception. Pendant la période de garantie, les titulaires sont réputés responsables de toutes les anomalies ou pannes constatées relatives à leur lot, sauf s'ils apportent la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux prestations.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, les titulaires des lots prendront en charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état de marche ou à atteindre le niveau de performance prévu par le présent marché.

Si les titulaires n'interviennent pas dans le délai de « huit » (8) jours ou ne réalisent pas les prestations nécessaires, le maître d'ouvrage pourra, « quinze » (15) jours après la mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état du système par un tiers aux frais et risques des titulaires, intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie des titulaires.

13.3 - Garantie décennale : 10 ans.

Article 14 – Pénalités et sanctions en cas de manquements dans l'exécution des travaux

Les pénalités applicables sont celles prévues à l'article 19 du CCAG Travaux.

Toutefois, il est dérogé à cet article dans les cas suivants :

14-1 – Retard pendant l'exécution des travaux

En cas de retard imputable aux titulaires dans l'exécution de leurs travaux par rapport au calendrier détaillé d'exécution, les titulaires se voient appliquer, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard, sur simple constat du retard et sans mise en demeure préalable.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et des primes.

L'exonération mentionnée à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux ne s'applique pas.

14-2 – Retard pour la remise de documents d'exécution

En cas de retard des titulaires dans la remise des documents conformes à l'exécution (DOE), dans les conditions précisées à l'article 40 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage appliquera, conformément à l'article 19.3 du CCAG Travaux une pénalité forfaitaire de 500 € après mise en demeure des titulaires, restée sans effet.

14-3 – Réunion de chantier

En cas d'absence non justifiée à une réunion de chantier, il est fait application d'une pénalité de 75 € HT par absence, à défaut de la présentation d'un motif sérieux et plausible. Cette pénalité est alors appliquée sans mise en demeure préalable.

L'exonération mentionnée à l'article 20.4 du CCAG Travaux ne s'applique pas.

Les différents types de pénalités prévus au CCAG Travaux ne sont pas exclusifs les uns des autres et peuvent être cumulés.

Le montant des pénalités arrêté par l'ENSAB est prélevé sur les factures à venir par réfaction de ces dernières.

De convention expresse, les pénalités stipulées ont uniquement un caractère moratoire. Les titulaires restent donc intégralement redevables des travaux soumis à pénalité et ne sauraient se considérer comme libérés de leur obligation de les exécuter.

L'application d'une pénalité ne porte pas préjudice au droit de l'ENSAB de réclamer tous dommages et intérêts et, en cas de répétition des manquements, de procéder de plein droit et après une mise en demeure préalable à la résiliation du marché et sans que les titulaires puissent prétendre à un versement d'indemnités de quelque nature que ce soit.

Un constat contradictoire de l'état des locaux et des accès au chantier sera réalisé lors de la première réunion de chantier. En cas de dégradation, la maîtrise d'ouvrage pourra imputer à l'entreprise identifiée comme responsable tous les travaux et dépenses en réparations.

Article 15 – Situation juridique et fiscale

Le titulaire de chaque marché affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de la société pour laquelle il intervient que lui et ladite société ne sont pas exclues de la procédure de passation des marchés pour les motifs énumérés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du code de la commande publique. De plus, le maître d'ouvrage pourra exclure de la procédure de passation du marché tout candidat qui se trouve dans une des situations prévues aux articles L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique.

Le titulaire de chaque marché sera en mesure de produire les pièces prévues aux articles R. 2143-5 à R. 2143-12 du code de la commande publique ainsi que dans l'arrêté du 30 mars 2021 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

Article 16 – Assurance

Le titulaire de chacun des lots et, le cas échéant, les sous-traitants, doit - doivent justifier, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux
- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4-1 du Code Civil.

Excepté si elles ont déjà été produites à l'appui de l'offre, les attestations d'assurance doivent être adressées au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et, au plus tard, avant tout commencement d'exécution. A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de bloquer le paiement des travaux jusqu'à ce que le titulaire délivre cette pièce et sans ouverture du droit à versement d'intérêts moratoires.

Article 17 – Résiliation du marché

Les clauses des articles 49 à 52 du C.C.A.G. Travaux sont applicables, avec les précisions suivantes.

A - Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 50.4 du C.C.A.G. est fixé à 5 %.

B - Résiliation du marché pour faute du titulaire

Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, k et l du 50.3.1 du C.C.A.G., une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

C - Résiliation du marché pour décès, incapacité civile ou incapacité physique du titulaire

Dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile ou physique du titulaire les articles 50.1.1 et 50.1.3 du C.C.A.G s'appliquent.

D - Résiliation en cas de groupement

En cas de groupement, dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues aux articles 50.1.1 et 50.1.3 du C.C.A.G., les dispositions de ces articles sont applicables.

Article 18 – Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française. Si elles sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 19 – Règlement des litiges

Il est fait application des dispositions de l'article 5 du C.C.A.G. Travaux.
Le Tribunal Administratif de Rennes est seul compétent.

Article 20 - Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Conformément à l'article 50.12 du CCAG-Travaux, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire. En cas de liquidation judiciaire du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.
La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

Article 21 - Poursuite des travaux aux frais et risques du titulaire

Application de l'article 52 du CCAG Travaux.

Article 22 – Dérogations au CCAG

L'article 14 déroge à l'article 19 du CCAG Travaux.

A _____, le
Mention manuscrite "lu et approuvé"
Signature du candidat